

POUR UNE WALLONIE PROSPÈRE

Pourquoi voter pour la N-VA en Wallonie ?

- En déposant des listes en Wallonie, nous voulons montrer qu'une autre Wallonie, prospère et tournée vers le futur, est possible et qu'elle a des atouts pour se redresser.
- Le système belge actuel ne fonctionne plus. Plutôt que de soutenir la prospérité des régions, il ralentit voire bloque l'évolution de celles-ci et maintient la Wallonie dans une situation de dépendance vis-à-vis de la Flandre.
- La pleine autonomie et la responsabilisation caractéristiques du confédéralisme mèneront inévitablement à d'autres solutions et politiques que celles qui existent maintenant. Les recettes socialistes (ou plutôt les non-recettes), fondées sur l'assistanat, ne pourront pas y survivre au-delà de la solidarité avec ceux et celles qui en ont besoin temporairement (telles les personnes qui perdent leur emploi) ou de manière permanente (tels les pensionnés).
- Mais pour cela il faut d'abord briser la domination du fatalisme et du conservatisme socialistes. Une Belgique confédérale pourra le faire.
- Un climat qui récompense le travail et qui favorise l'entrepreneuriat pourra être mis en place en Wallonie.
- La N-VA est le seul parti offrant une Nouvelle et Véritable Alternative pour tous les Wallons qui veulent aller de l'avant. Pour tous les Wallons qui travaillent, épargnent et/ou entreprennent, et ceux qui l'ont fait durant l'essentiel de leur vie.
- La N-VA fait des choix clairs pour garantir votre prospérité.



www.n-va.be/wallonie



Les points clés du programme de la N-VA

Un travail plus rémunérateur et une sécurité sociale juste

1. **Réduire la pression fiscale sur les salaires.** Les travailleurs belges sont les plus taxés au monde. Nous ajustons les tranches d'imposition pour alléger les charges fiscales de ceux qui travaillent
2. **500 € de différence entre le travail et l'inactivité.** Nous procédons à des réformes pour qu'il y ait au moins 500 euros de différence en net entre le travail et le non-travail. Nous supprimons immédiatement la **cotisation spéciale de sécurité sociale**, cette "taxe de crise" introduite en 1992 qui n'est payée que par la population active. Nous donnons également un coup de pouce supplémentaire aux parents qui travaillent en rendant les **frais de garde d'enfants** déductibles à 100 %.
3. **Renforcer davantage les pensions faibles et moyennes.** Nous prévoyons de dépenser la totalité de la partie "pensions" de l'enveloppe sociale.
4. **Plus de personnes au travail.** Nous limitons les allocations de chômage dans le temps. Nous opérons des sauts d'index pour les allocations de chômage et le revenu d'intégration, pour compenser les augmentations hors index (!) de 8 % et 12 % au cours de la législature qui s'achève. Nous mettons en œuvre un plan global visant à maîtriser l'augmentation du nombre de malades de longue durée, avec tous les acteurs : employeurs, travailleurs, médecins et mutuelles.
5. **Norme en matière d'allocations.** Les allocations (CPAS et chômage) ne peuvent jamais augmenter plus que l'augmentation des salaires les plus bas (calculée selon la loi sur les salaires en vigueur). Les pensions et les indemnités d'invalidité sont exclues de cette norme. Nous plafonnons les autres prestations sociales et les rattachons au revenu plutôt qu'au statut.

Liste

10



Assainir les finances pour pouvoir investir dans l'avenir

1. **Remettre le budget sur les rails.** Le déficit budgétaire actuel risque d'atteindre les 45 milliards d'euros, soit 6,4 % du PIB, d'ici 2029. Une situation dramatique que l'Union européenne considère comme insoutenable. La N-VA souhaite respecter les règles budgétaires européennes prévoit de prendre les mesures nécessaires pour un déficit maximal de 3 % du PIB, d'ici 2029.
2. **Économiser sur les coûts de fonctionnement politique.** Nous voulons notamment réduire le nombre de députés, supprimer le Sénat, mettre fin à l'indexation des dotations pour les partis, limiter les cabinets ministériels.
3. **Diminuer les subsides et dépenses de prestige.** Nous passons au crible tous les subsides et réalisons des économies partout où c'est possible. Exemples : la distribution des journaux, le projet de prestige disproportionné « Cinquantenaire 2030 ».
4. **Réduction des coûts d'exploitation de l'Etat :** Nous mettons fin à la polarisation de la société aux frais du contribuable. C'est l'Etat qui doit verser les allocations de chômage, et non les syndicats. Nous prônons aussi la fin du subventionnement des primes syndicales et des frais de gestion de la sécurité sociale.
5. **Investir dans les tâches essentielles.** Nous prévoyons des investissements dans la sécurité, la digitalisation et la transition climatique. Pour ce qui est de la police et de la justice, les budgets doivent augmenter de manière structurelle (jusqu'à 500 millions d'euros de plus en 2029). Pour la défense, nous voulons respecter l'engagement pris au sein de l'OTAN de consacrer 2 % du PIB à la défense.

Une politique énergétique et climatique intelligente

1. **Abolition de la loi sur la sortie du nucléaire.** Nous optons pour une préservation maximale des centrales nucléaires existantes et planifions la construction de nouvelles centrales nucléaires, éventuellement en coopération avec les pays voisins. Une durée de vie de 80 ans devrait être étudiée.
2. **Investir dans les technologies du futur.** Nous prenons des mesures pour que de petits réacteurs nucléaires modulaires (SMR) puissent être construits le plus rapidement possible. Ceux-ci peuvent être implantés de manière flexible, sur des sites industriels ou nucléaires.
3. **L'électricité doit devenir moins chère.** Cela signifie qu'il ne faut plus inclure autant de taxes et de frais inutiles dans les factures d'énergie. Il ne faut plus subsidier des investissements qui ont déjà été amortis. La norme énergétique sera renforcée par des mesures appropriées pour assurer notre compétitivité.
4. **Coopération et projets européens.** Nous participons activement à des projets d'énergie renouvelable et d'infrastructure à grande échelle dans le cadre d'une Europe mieux connectée, et nous prônons une plus grande coopération européenne dans le domaine de l'énergie nucléaire.
5. **Stop à la politique climatique punitive, oui au réalisme.** Ces dernières années, les objectifs régionaux, fédéraux et européens en matière de climat et d'énergie ont été considérablement renforcés. Dans les années à venir, l'accent doit donc être mis sur la réalisation de ces engagements existants en prenant des mesures concrètes. Cela nécessitera déjà des efforts et des ressources considérables de la part de nos citoyens et de nos entreprises.

Une migration légale, contrôlée et à nos conditions

- 1. Non à l'immigration illégale. Un changement de paradigme est nécessaire.** Quiconque arrive ici illégalement perdra toute possibilité de séjour légal par la suite. Ceux qui veulent demander l'asile pourront le faire dans des centres de demande situés en dehors de l'Europe. Les véritables réfugiés ayant droit à une protection internationale seront réinstallés et accompagnés, sur la base d'un quota annuel déterminé démocratiquement par le Parlement.
- 2. Gel de l'asile pendant au moins 10 ans,** si l'Europe ne change pas de politique. Ces dernières années, sous le gouvernement Vivaldi, la Belgique a accueilli trois fois plus de demandeurs d'asile que ce que l'on peut attendre d'un pays de notre taille en Europe. Si le changement de paradigme envisagé n'intervient pas, nous contribuerons au cours des dix prochaines années uniquement par le biais des sommes convenues au niveau européen.
- 3. Protection de notre système social.** Nous exigeons au moins 5 années de résidence légale avant de bénéficier du CPAS. Une partie du montant du revenu d'intégration sera liée aux conditions suivantes : intégration, langue, activation. **Nous durcissons également les conditions de l'immigration secondaire,** comme le regroupement familial : il faut augmenter le seuil des revenus et en général imposer plus de conditions d'intégration afin d'éviter une surcharge de notre système social et de favoriser une intégration rapide du primo-arrivant. On imposera un test d'intégration et de langue comme condition des visas concernés.
- 4. Une politique de retour efficace.** Nous renvoyons dès que possible et effectivement les personnes qui ont épuisé tous les recours légaux. Nous rendons possible l'entrée au domicile en cas de séjour illégal, après approbation d'un juge d'instruction.
- 5. Valeur ajoutée pour notre économie. Pour l'immigration de main d'œuvre,** nous nous concentrons sur les profils hautement qualifiés qui répondent à des besoins spécifiques de nos entreprises. Pour les profils peu qualifiés, nous nous tournons principalement vers les chômeurs de notre région.



◆ **Bart De Wever**
Candidat
Premier ministre



◆ **Anne Laure Mouligneux**
Tête de liste à la Chambre
Province de Luxembourg



◆ **Evelien Barbieux**
Tête de liste à la Chambre
Province de Liège



◆ **Prof. Michel De Wolf**
Tête de liste à la Chambre
Province de Hainaut



◆ **Drieu Godefridi**
Tête de liste à la Chambre
Province du Brabant wallon



◆ **Laurence Genot**
Tête de liste à la Chambre
Province de Namur